



L'UIHJ au sixantième anniversaire de l'ONU

En sa qualité d'ONG membre du Conseil économique et social de l'ONU, l'UIHJ, représentée par notre confrère André Mathieu (Québec), a assisté du 7 au 9 septembre 2005 à la 58^e conférence annuelle de l'ONU à New York pour les organisations non gouvernementales (ONG), sur le thème : « Notre défi : des voix pour la paix, la conclusion de partenariats et le renouveau ».

Revitaliser l'ONU

À l'instar de la Chambre nationale des huissiers de justice de France, cette vénérable institution a également atteint cette année ses 60 années d'existence. Pas moins de 3 000 représentants d'ONG étaient présents dans l'immense salle des Nations unies où au-delà de 1 070 organisations diverses venus de 121 pays y étaient représentées. Il faut préciser que l'ONU n'est pas ni n'a jamais été un gouvernement mondial. On la désigne cependant parfois par l'expression « Parlement de l'humanité » car elle a été créée au nom des peuples du monde et pour les servir.

Cette année, la conférence du Département de l'information pour les ONG revêtait une importance particulière puisqu'elle fût la dernière manifestation concernant la société civile tenue au siège de l'ONU avant le sommet mondial de 2005, qui se doit d'être l'un des plus grands rassemblements de chefs d'États et de gouvernements jamais organisés. Ce sommet offrira l'occasion unique de traiter certains des problèmes les plus urgents de notre époque et de revitaliser l'Organisation des Nations unies elle-même. C'est du moins le message que fit le secrétaire général Kofi Annan qui déclara également que notre capacité à agir sera mise à l'épreuve, étant entendu qu'en plus de constituer une fin en soi, le développement, la sécurité et les droits de l'homme se renforcent mutuellement et sont interdépendants. L'organisation de cette rencontre vient donc réaffirmer que la société civile joue un rôle crucial eu égard aux travaux qui sont constamment menés pour relever ces défis.

La concrétisation de partenariats novateurs

Le secrétaire général poursuivait en précisant que les organisations de la société civile participent très activement à ce processus. « Pendant l'année écoulée, a-t-il dit, vous avez été appelé à agir à l'échelle mondiale lors de manifestations telles que la rencontre Beijing + 10 en mars, les toutes premières auditions informelles organisées avec l'assemblée générale en juin, la conférence sur la prévention des conflits armés en juillet et plusieurs réunions régionales. Vous avez continué de vous mobiliser en faveur des objectifs du Millénaire pour le développement. Enfin, vous avez appuyé la proposition de créer un conseil des droits de l'homme et une commission de consolidation de la paix. »

Les partenariats restent un important vecteur de progrès. Il est encourageant de constater qu'en plus des ONG qui travaillent avec l'Organisation des Nations Unies par l'intermédiaire du Département de l'information et du Conseil économique et social cette conférence accueille des représentants d'une multitude d'autres organisations de la société civile qui étaient au nombre de 189. Kofi Annan se félicita également de la participation sans précédent de représentants d'États Membres, y compris de parlementaires, à la Conférence. Il s'agit d'un grand pas en avant sur la voie de la concrétisation de partenariats novateurs, et il remercie le Président de l'Assemblée générale d'avoir pris des initiatives en vue de renforcer ces interactions entre la société civile et l'Organisation.

Une mission d'envergure mondiale

Selon le secrétaire général, quelles que soient les réalisations qui découleront du sommet mondial, il ne faut pas croire que les quelques jours et semaines à venir marquent l'achèvement du processus. Il s'agit en réalité d'un commencement. Nous devons donc nous attacher à mettre en oeuvre ce qui a été convenu et à trouver un accord pour les points en suspens. « Je compterai sur votre appui pendant la période cruciale qui s'annonce. » Il terminait en remerciant l'assemblée d'être venus à l'ONU pour exprimer les préoccupations des populations du monde entier et de contribuer à la mission d'envergure mondiale que nous remplissons tous ensemble.

« Vous devez vous faire les garants de la réforme institutionnelle » déclara Kofi Annan à la clôture de la conférence annuelle DIP/ONG le 9 septembre dernier. Il terminait par ces mots à l'occasion de ce sixantième anniversaire de l'Organisation des Nations unies, « reconnaissons une fois de plus la sagesse de ses fondateurs, qui, à l'article 71 de la Charte, ont prévu des consultations avec les ONG. Des échanges étroits avec la société civile étaient alors jugés indispensables à la bonne santé de l'Organisation et au bien-être des peuples. C'est aussi vrai aujourd'hui qu'alors — et peut-être plus encore ».



Thème de la conférence — Theme of the Conference



UIHJ at the United Nations Sixtieth birthday!

As a member of the United Nations Economic and Social Council, UIHJ, represented by our colleague André Mathieu (Quebec) attended in New York the United Nations 58th Annual DPI/NGO Conference from the 7th to the 9th of September, entitled « Our Challenge: Voices for Peace, Partnerships and Renewal ».

Revitalization of the UN

Just like the National Chamber of Judicial officers of France, this worthy institution also reached this year its 60th years of existence. Not less than 3,000 representatives of NGO were present in the immense room of the United Nations where beyond 1,070 various organizations came from over 121 countries were duly represented. The UNO is not, nor was never a world government. However sometimes, people use the expression "Parliament of humanity" because it was created in the name of the people of the world and to serve them.

Nearly 3,000 NGO representatives and other civil society partners underscore their support for the work of the Organization in its 60th year, especially its efforts to eradicate poverty, promote human rights and enhance collective human security through multilateral cooperation and deeper partnerships with the civil society.

The 58th Annual DPI/NGO Conference is yearly organized in partnership between the United Nations Department of Public Information and its associated NGOs, with the participation of the NGOs in consultative status with the United Nations Economic and Social Council (ECOSOC), many of whom are represented by the Conference of NGOs from CONGO. A range of other civil society organizations are being invited to participate in what will be the largest gathering of civil society actors immediately prior to the September Summit (14 - 16 September 2005).

This gathering was an interactive, activist Conference, born of a determination to fully implement the Millennium Development Goals (MDGs). It was an opportunity for NGOs to present their expectations for the outcomes of the Millennium+5 Summit, which is looked to as a potentially pivotal event in the process of implementation of the MDGs and revitalization of the United Nations as well. It will certainly underscore their specific commitments to the MDG process to 2015 and beyond.

Multilateral cooperation

The Conference draws its agenda from the Secretary-General's report *In Larger Freedom: Towards Development, Security and Human Rights for All*, which outlines the agenda for the September Summit. The agenda revolves around three inextricable goals: the promotion of peace and security, development and human rights. The agenda calls for action to strengthen the United Nations to meet these goals through renewal and reforms that are widely supported by the international community and civil society. The report cites key problems and reforms to be tackled through multilateral cooperation at the international, regional, national and local levels.

Throughout the three-day Conference, participants did had multiple opportunities to dialogue with a variety of stakeholders to voice their views, expand their networks and interact with Member States on the eve of the Summit. In addition to seven plenary sessions, there was the 30 Midday NGO Interactive Workshops featuring the participation of civil society, United Nations and



government representatives. The President of the 59th Session of the General Assembly has been asked to oversee an interactive dialogue between representatives of Member States, parliamentarians and civil society participants on the final day of the Conference happened on September 9th.

The guarantors of the institutional reform

"You must be the guarantors of the institutional reform" declared Kofi Annan at the DPI/NGO closure conference on September 9th. He terminated by these words on the occasion of this sixtieth birthday of the United Nations: "Once more, we have to recognize the wisdom of its founders, who, in Article 71 of the Charter, envisaged consultations with ONG. Narrow exchanges with the civil society were then considered to be essential for the good health of the Organization and the wellbeing of the people. It is as true today as then - and perhaps still more now".

La galerie des secrétaires généraux de l'ONU

The hall of the General Secretaries of the UN

